

# Libre-échange : Obama veut avoir les mains libres

L'administration américaine entend négocier le traité transatlantique sans être dépendante du Congrès

NEW YORK - correspondant  
BRUXELLES - bureau européen

C'est devenu une sorte de « rituel ». A chaque nouveau round de négociation du Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP), le traité de libre-échange transatlantique, des manifestations d'opposants s'organisent partout en Europe. Alors que des dizaines d'experts de la Commission européenne et de l'administration Obama doivent se réunir du lundi 20 au vendredi 24 avril, à New York, des dizaines de milliers de citoyens allemands et autrichiens sont descendus dans la rue, le 18 avril, au nom de « Stoppen Sie TTIP » (« Arrêtez le TTIP »). D'autres ont défilé, avec le même type de slogan, à Barcelone, Bruxelles ou Paris.

Leurs préoccupations ? Toujours les mêmes depuis que les pourparlers ont débuté entre Européens et Américains, à l'été 2013 : l'accord menacerait les services publics, l'agriculture, et les normes sanitaires et environnementales européennes. Pourtant, si la mobilisation ne faiblit pas, les négociations n'avancent pas. Ou très peu. Notamment parce que la partie américaine n'est pas totalement mobilisée, l'administration Obama n'ayant pas les « mains libres » vis-à-vis du Congrès, considèrent les Européens.

A New York, il sera surtout question d'abaissement des tarifs douaniers. Et de la manière de collaborer au plan réglementaire afin d'éviter les trop grandes divergences (à travers, par exemple, des rencontres systématisées entre agences de régulation américaines et européennes en amont des nouvelles réglementations). Concernant les règles existantes, les experts devraient plancher sur les moyens, notamment dans l'industrie automobile ou pharmaceutique, de trouver des équivalences. Pour faire en sorte qu'une voiture conçue conformément aux normes européennes de sécurité ne soit pas obligée de s'adapter aux normes américaines

si elle est commercialisée aux Etats-Unis.

Ces dossiers sont certes importants, car le partenariat transatlantique est moins un accord sur l'abaissement des droits de douane, qu'un traité visant à créer une sorte de marché unique transatlantique. Mais ces sujets sont loin de marquer l'entrée des négociateurs dans le vif du sujet. Les Européens veulent notamment obtenir un droit d'accès aux marchés publics américains pour leurs industries et leurs services – la fin, du « Buy America » en quelque sorte. Les Américains, eux, comptent négocier un accès facilité à l'agriculture de l'Union.

Certes, le courant passe mieux qu'à la fin 2014, où, dans l'attente du renouvellement du collège de la Commission européenne (présidée, depuis novembre 2014, par Jean-Claude Juncker), les discussions étaient presque à l'arrêt. Mais les progrès sont « *incrémentaux* », et les discussions « *extrêmement techniques et complexes* », selon une source européenne. Plus personne ne croit, à Bruxelles, au réalisme d'un accord politique avant fin 2015 (2017 est désormais le nouvel horizon).

Pour que les discussions s'accélérent, il faudrait que l'administration Obama obtienne la procédure « *fast track* », qui donnerait au président l'autorité de négocier des accords internationaux, en ne laissant au Congrès que le soin de les approuver ou de les refuser, sans pouvoir les amender. Le processus d'adoption de ce « *fast track* » a débuté le 16 avril. L'initiative a reçu le soutien du leader de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, qui s'est dit « *impatience* » que la commission des finances s'empare du dossier.

## Méfiance des démocrates

Les républicains, traditionnellement favorables à la libéralisation des échanges, se retrouvent être les principaux alliés de M. Obama sur ce dossier. En revanche, beaucoup de démocrates se battent

contre l'adoption de cette procédure. Certains redoutent son im-

pact en termes d'emploi. Cela n'a pas empêché la sous-secrétaire d'Etat pour la croissance économique, Catherine Novelli, de déclarer, début avril, qu'elle avait bon espoir que le « *fast track* » puisse être adopté dès le mois de mai.

L'impatience est d'autant plus forte que la procédure est essentielle pour les négociations qui sont menées dans le cadre du

Trans-Pacific Partnership (TPP), l'autre accord commercial envisagé par les Etats-Unis avec une douzaine de pays asiatiques, et pour lequel les discussions sont plus avancées que le TTIP. Ce n'est qu'après qu'elle aura bouclé la négociation sur le TTP que l'administration Obama consacra de l'énergie au TTIP, espère-t-on à Bruxelles. « *Les Américains n'abordent le TTIP que par politesse, ce n'est pas du tout leur priorité* », affirme l'eurodéputé vert Yannick Jadot, qui fait partie des rares élus, à Bruxelles, à avoir accès aux documents de négociations.

Autre obstacle : les fortes oppositions au Parlement européen, alimentées par les craintes citoyennes, qui se sont notamment portées, ces derniers mois, sur le mécanisme controversé de règlement des différends entre entreprises et Etats, censé être intégré dans le TTIP. Consciente des faiblesses de ces tribunaux d'arbitrage indépendants des juridictions nationales, la Commission européenne s'apprête – en mai – à faire des propositions pour améliorer le dispositif (en garantissant mieux le droit de réglementer des Etats, l'impartialité des juges, la transparence des procédures...).

Les eurodéputés devraient se prononcer en plénière avant l'été. Un vote indicatif, mais dont il sera difficile de ne pas tenir compte : si les discussions sont menées à leur terme et le TTIP signé, il devra être validé par le Conseil européen (les 28 Etats de l'Union), mais aussi par le Parlement de Strasbourg. Et aussi, probablement, par tous les parlements nationaux. ■

STÉPHANE LAUER  
ET CÉCILE DUCOURTIEUX

« Les Américains n'abordent le TTIP que par politesse »

YANNICK JADOT  
eurodéputé Vert

## LEXIQUE

### TTIP

Le Transatlantic Trade and Investment Partnership est un traité que négocient les Européens avec les Américains depuis juillet 2013. Il consiste moins à abaisser les droits de douane, que d'éliminer les barrières non tarifaires aux échanges.

### TPP

Le Trans-Pacific Partnership est le traité de libre-échange que négocient les Etats-Unis avec douze pays d'Asie.

### ISDS

L'Investor State Dispute Settlement est un tribunal d'arbitrage privé, prévu dans le cadre des accords de libre-échange pour permettre aux entreprises de se défendre contre les Etats.